

**NIGERIA : EMPRISE
TOTALITAIRE
DU GOUVERNEMENT
MILITAIRE**

Le 15 janvier dernier, le Nigéria était le théâtre d'un coup d'Etat militaire dont notre journal avait donné un compte rendu et montré le manque de stabilité politique. Contrairement aux autres pays d'Afrique Noire, le Nigéria est le seul pays de l'Ouest africain qui possède une tradition de lutte ouvrière depuis des décennies et ayant connu une grève générale en 1945 et 1964 qui avait paralysé la vie économique de tous le pays. De ce fait les militaires du coup d'Etat se trouvaient en face d'une classe ouvrière déjà développée et organisée dans des syndicats et des partis politiques, qu'il était difficile d'éliminer immédiatement de la scène politique. Ce pas vient d'être franchi et la répression policière donne au régime du général Hironi son véritable visage politique, semblable à celui des autres régimes politiques militaires installés cette année en Afrique noire.

Les mesures prises au Nigéria montrent à quel point la réaction est sévère, à la mesure de la crainte qu'ont les dirigeants militaires des possibilités de poste des organisations ouvrières. De fédéral, le pays est devenu unitaire s'intitulant désormais : « République du Nigéria », et qui a aboli les quatre gouvernements fédéraux, pour renforcer le pouvoir central et éliminer les tendances séparatistes des anciens gouvernements fédéraux, dont celui du Nord, entre les mains de féodaux religieux. La plus importante des mesures est l'interdiction jusqu'en janvier 1969 des partis politiques, et des organisations de plus de deux personnes ! Il est ajouté que le nom des anciens dirigeants ne doit pas être mentionné. La réaction en cours ne sera pas sans provoquer avant longtemps des sursauts de la classe ouvrière du Nigéria. La clef de l'Ouest africain reste entre les mains des organisations ouvrières du Nigéria, du moins pour l'Afrique anglophone.

LE RÉGIME BOUMEDIENNE POURCHASSE

Le 26 juin, dans le même moment où s'achevait le congrès de syndicats d'Alger-Centre, on apprenait l'arrestation à Annaba et Constantine d'une cinquantaine de militants syndicalistes.

Ainsi la répression ne désarme pas et c'est tout particulièrement contre la centrale syndicale, l'U.G.T.A., dont l'organe a pratiquement cessé de paraître, que s'acharnent les éléments pro-bourgeois et bureaucratiques dont pour le moment l'influence paraît prépondérante au sein du « Conseil de la Révolution ».

Bourgeois reconvertis en bureaucrates, petits bourgeois et aventuriers infiltrés dans l'appareil de l'Etat et du Parti, trafiquants de toutes tailles sont naturellement soucieux de conserver et d'accroître leurs privilèges, dût l'indépendance du pays en souffrir quelque peu. Tout ce qui tend à contrecarrer cette orientation les importune.

Au premier rang des « importuns » figure l'U.G.T.A. qui, pour ne grouper encore qu'une minorité des travailleurs algériens — et pas, en général, les plus déshérités — n'en exprime pas moins, avec une certaine efficacité, la pression des victimes de l'inégalité sociale.

VIVES CRITIQUES SYNDICALES

« L'Humanité » et « le Monde » du 7 juin ont fait état d'un important rapport du secrétariat national de l'U.G.T.A., daté du 21 mai, extrêmement critique à l'égard du nouveau Pouvoir et dont la vigueur est encore accusée par un document annexe citant un certain nombre d'interventions arbitraires de l'appareil de l'Etat et du Parti.

La lecture de ces textes est édifiante. Le rapport proprement dit, où il est indiqué que, pour l'U.G.T.A. « le socialisme signifie politiquement : pouvoir aux travailleurs, économiquement : propriété collective des moyens de production, c'est-à-dire la fin de l'exploitation... », souligne que :

- Dans aucun secteur, « pas même dans le secteur autogéré », le pouvoir n'est actuellement « exercé par ceux qui produisent ».
- « Les conseils communaux d'animation ne sont toujours pas installés ».
- « Le conseil économique ne voit pas le jour ».
- « Le principe à travail égal salaire égal reste à appliquer ».

- « La disparité des salaires va souvent de 1 à 15 ».
- « La minorité de privilégiés résidant dans la capitale ou dans les grandes villes, et qui vit nettement au-dessus des moyens du pays... bien placée dans les rouages de l'administration, du commerce ou du Parti... bloque toute tentative faite pour progresser dans la voie socialiste ».
- « La majorité des Algériens... n'atteint pas le minimum indispensable ».

Il n'omet pas de mettre l'accent sur les faiblesses de la centrale syndicale, par exemple :

- « L'activité intéressée faite d'ambition dévorante de certains responsables qui utilisent leur organisation à des fins extra-syndicales ».
- « Le détournement des cotisations des travailleurs par des responsables de syndicats, d'unions locales et ou régionales ».
- « La non application parfois de la démocratie dans le renouvellement des bureaux syndicaux, secrétariats d'unions locales ou régionales ».

Et il déclare que « ces faiblesses, nous en sommes tous responsables, Secrétariat National et commission exécutive compris ».

LA « DEMOCRATIE » DE CHERIF BELKACEM

Mais ce qui frappe surtout c'est la netteté des critiques visant le secrétariat exécutif du Parti dont le responsable est Chérif Belkacem :

- « Les seuls rapports que nous avons eus avec le secrétariat exécutif depuis son installation ne le furent qu'à l'occasion de rappels à l'ordre, de restrictions, d'interdits... ».
- « Jamais nous n'avons reçu de directives d'orientation de la part du secrétariat du Parti sinon celles : Pas de tournée en Algérie sans en aviser le secrétariat exécutif... Pas de congrès sans accord préalable... Pas de grève sans l'accord du Parti... Pas de parution de communiqués, déclarations, sans passer par le Secrétariat exécutif... Pas de parution de Révolution et Travail sans le visa du Parti... »

Le document annexe dénonce comme étant à l'origine des « empiètements intentionnels » de l'Etat et de l'appareil du Parti dans la vie syndicale : « Les anti-socialistes, les bureaucrates et les tenants de l'autoritarisme étatique... » « Qu'est-ce

que cela veut dire, y lit-on, quand des policiers cernent les locaux de la centrale, cherchant le moindre prétexte de faire subir des vexations aux militants syndicalistes ? Que veut dire cette présence policière dans les locaux de la Centrale à la veille de la célébration du X^e anniversaire de notre Organisation, le 24 février 1966 ? A quoi rime cette présence policière dans tous les locaux de l'U.G.T.A., à travers tout le territoire national, au lendemain de la célébration du 1^{er} Mai ? Que veulent dire ces interpellations de militants syndicalistes et les honteux interrogatoires qu'ils subissent ? »

La réponse suit aussitôt : « Nous pensons franchement que ces agissements n'ont de but que celui de créer au sein de notre organisation une démobilisation et une certaine peur. »

SUBIR OU REAGIR ?

L'existence même de ces documents donne à penser que le Secrétariat National de l'U.G.T.A. a choisi de ne pas céder, de ne pas « conduire l'U.G.T.A. sur la voie des renoncements qui videraient le syndicalisme de tout son sens ».

La crise yougoslave

Au moment où nous composons ce numéro, tandis que la crise aux sommets du PC chinois se poursuit, vient d'éclater à l'autre bout du mouvement communiste officiel, dans la Ligue des Communistes yougoslaves, une crise qui se traduit par l'exclusion du Comité Central de Rankovitch, qui appartenait au noyau le plus solide de la direction avec Tito et Kardelj.

Nous traiterons de cette crise lorsque nous disposerons d'une documentation plus ample à son sujet. Cependant, il faut d'ores et déjà relever que la décision prise à l'égard de Rankovitch l'a été, selon les termes mêmes de Tito, avec une « unanimité sans faille ». Ainsi, malgré toutes les modifications qui sont survenues en Yougoslavie, il y subsiste cette règle bureaucratique de « l'unanimité ».

L'AFRIQUE EN PROIE AUX

EMILE R. Braundt parlait de l'Afrique en proie aux coups d'Etat, le 29 avril, au Cercle Karl Marx.

L'abondance des matières ne nous avait pas permis de rendre compte plus tôt de cette excellente conférence. Nous en publions aujourd'hui un succinct résumé, car nous sommes persuadés que le sujet n'a nullement perdu de son actualité. L'exposé s'est ouvert sur un rappel historique de l'Afrique pré-coloniale. Des données générales assez précises sur la composition en Etats de l'Afrique occidentale, partie la plus évoluée du continent, ont montré les dégâts de l'esclavage qui ont diminué la population africaine de 50 % en nombre (100.000.000 de personnes déportées ou mortes pendant la traite) et dans des proportions pires encore sur le plan social, la mutilant de ses forces vives. L'économie de cette période d'auto-consommation, dite anté-capitaliste, de subsistance sans accumulation financière (80 % de paysans) avec une classe possédante constituée de chefferies, prélevant uniquement pour leurs besoins, telle était la situation de l'Afrique à la veille des débarquements sanglants de la « civilisation européenne ».

C'est au contact toujours plus étroit avec l'Occident européen que les structures d'une société hiérarchisée apparaissent : les petites chefferies intermédiaires entre les Européens et la population prennent une nouvelle importance ; l'économie monétaire s'introduisant, des relations nouvelles se sont instaurées, et des institutions capitalistes se sont peu à peu dégagées sous l'hégémonie des classes dirigeantes. Exemple typique, la polygamie dans ce processus est devenue un commerce. Au Sénégal, des versements traditionnels en nature aux chefs religieux ont permis à ceux-ci de devenir des commerçants, intermédiaires capitalistes entre les paysans et les compagnies d'Import-Export établies sur les côtes.

Des structures de classes s'établissent en fonction de ce remodelage de l'Afrique au contact des Européens :

- une bourgeoisie compradore, commerçante sans appropriation des terres cultivées, revendant la production après traite ;
- une administration faite à l'origine d'interprètes s'adjoignant à cette bourgeoisie compradore ;
- des petits et moyens planteurs venaient ensuite ;
- la grande masse étant composée de très petits propriétaires ;
- le prolétariat urbain : les dockers des ports, les employés et ouvriers des chemins de fer, des routes, restait très minoritaire.

Les mouvements de libération africains se sont développés sur cette trame sociale. Des fronts nationaux avec la bourgeoisie nationale à leur tête, ont impulsé la lutte que dirigeaient les gros planteurs (ex. : Houphouët Boigny), dans le but d'arracher des lambeaux de pouvoir aux maîtres coloniaux. Ce phénomène a eu pour conséquence la substitution du rôle politique et économique des couches inférieures au profit de la bourgeoisie nationale. La lutte pour l'indépendance nationale, si elle jouait un rôle historiquement positif par la mobilisation qu'elle entreprenait de toutes les forces populaires, limitait dès le début le mouvement révolutionnaire, aucune direction révolutionnaire n'étant là pour dépasser la révolution bourgeoise, dont la direction incontestée a fait ce qu'elle a voulu.

Le développement de la lutte des classes s'est trouvé retardé par la lutte nationale ; l'économie anté-capitaliste (1) et la confusion entretenue par certains « socialistes » africains (Senghor) ont contribué à renforcer le pouvoir de cette bourgeoisie nationale.

Ces mêmes « socialistes » sont aujourd'hui les meilleurs défenseurs des intérêts impérialistes en Afrique.

Le point culminant des mouvements révolutionnaires africains a été la grève générale du Nigéria en juin 1964. Si des conditions économiques propres à ce pays ont permis qu'un tel mouvement se développe, il est possible de considérer que le déferlement de la vague réactionnaire qui s'est accentué sans arrêt jusqu'à ces derniers temps a trouvé son point de départ à cette occasion.

La conclusion et la réponse des impérialistes a été la constitution de régimes dictatoriaux appuyés sur l'armée matant les conflits internes de la bourgeoisie locale et imposant le pouvoir des néo-coloniaux.

Tous les coups d'Etat, de celui du Togo à celui du Ghana, en passant par ceux du Dahomey, de la République Centre Africaine, de la Haute-Volta, du Nigéria avec ses fortes particularités, ont connu le même processus, si des motivations sont différentes mais ont le même sens.

Les événements du Ghana sont d'un intérêt particulier, car c'est le premier pays du groupe des pays africains qui connaissent ou ont connu des transformations révolutionnaires (2) (et composé du Mali de la Guinée, et de l'Egypte) à connaître ce sort. Le Ghana se caractérisait d'un côté par son capitalisme d'Etat et ses banques nationales, de l'autre par le parti de la Convention du Peuple, regroupant des forces populaires puissantes avec une minorité révolutionnaire dont le but était de se servir de N'Krumah pour l'écrasement des tenants de l'impérialisme dans le pays. C'est la pratique du volontarisme, des conseillers qui veulent se servir de l'Etat, de ses maîtres plutôt qu'organiser les masses en profondeur. La caution chinoise et soviétique à ce genre de pratique est

lourde de responsabilité dans ce qui s'est passé par la suite. La dégradation économique, la hausse des prix, la raréfaction des produits, l'auto-investissement limité et l'encercllement ont précipité la chute de N'Krumah et par là-même « s'est trouvé écrasé quelque chose qui allait se faire », selon les mots de l'orateur.

Un autre point commun à tous les coups d'Etat est la présence active et déterminante, indubitable, des services spéciaux des U.S.A., de la France ou autre Grande-Bretagne, à la fois organisant ces renversements successifs et se disputant entre eux le magot.

La fin de l'exposé et la discussion ont abordé la question des mouvements révolutionnaires africains à l'époque actuelle et les difficultés inhérentes à ceux-ci.

Le rôle de la paysannerie est fondamental. Rappelant le romantisme agraire de Fanon et son impuissance toute empreinte d'idéologie mystique, E.R. Braundt a redit l'impossibilité pour celle-ci de jouer le rôle hégémonique. Sans parti, les jacqueries s'étendent et tombent à mesure qu'elles se produisent, et l'intelligentsia « socialiste » fait le socialisme avec des décrets : manifestation caractéristique du volontarisme.

L'importance de ces régimes « démocratiques », bonapartistes, qui sont apparus après la « libération nationale » de pays comme le Mali, la Guinée, l'Egypte et le Ghana, neutres dans le conflit fondamental entre l'impérialisme et le camp socialiste, menant une politique intérieure dite de gauche ou progressive, a été exagérée par le stalinisme international qui a intégré ces pays dans sa stratégie mondiale de construction d'un troisième camp contre l'impérialisme, et dans sa politique de soutien à la bourgeoisie nationale. Et ceci au détriment des mouvements indépendants de la classe